



Oui nous pouvons,

**EN FINIR AVEC LE POUVOIR DES ACTIONNAIRES
ET DES MULTINATIONALES
POUR LES DROITS SOCIAUX,**

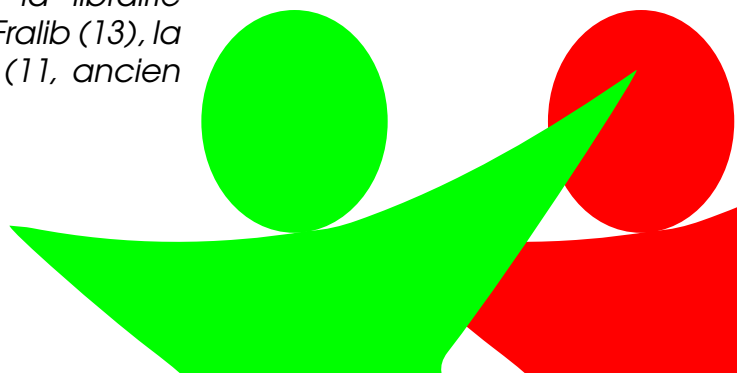
Jamais le capital n'a exigé une telle remise en cause des acquis sociaux. Grands patrons et actionnaires se distribuent d'importants dividendes sans investir, réduisant les salaires et dégradant les conditions de travail, faisant disparaître des postes de travail ou des entreprises. Ils poussent à la baisse des droits sociaux, qu'ils appellent des « charges ». Les budgets et les institutions permettant la solidarité sont au plus mal.

Qu'est-ce qu'une entreprise ?

Une propriété appartenant à des « investisseurs » ? C'est souvent comme cela qu'elle est présentée. Avons-nous vraiment besoin de ces rentiers ? Par contre, aucune entreprise ne peut se passer de salarié-e-s, d'usagers, de transports, de formation, d'École, de recherche, de système de santé, d'électricité, de financements... Et ces salarié-e-s sont de la culture, de la technicité mais aussi de la santé, de l'inventivité, des capacités à tisser des relations sociales... autant de qualités acquises dans tous les moments de leur vie. Bref, une entreprise, plutôt qu'une propriété, c'est d'abord un fait social, un produit de toute la société.

Depuis un moment déjà, la reprise d'entreprises par les salarié-e-s sous forme coopérative apparaît comme une solution pratique à la question de l'emploi. Puisque le capital supprime des emplois, les salarié-e-s, quand ils ou elles le peuvent, reprennent leurs entreprises sous forme de coopératives. La liste des entreprises reprises en SCOP s'allonge : *Acéries de Ploërmel (22), Ceralep (26), SeaFrance (62), SET (74), Fontanille (43), Heliocorbeil (91), la librairie des Volcans (63), Fralib (13), la Fabrique du Sud (11, ancien Pilpa)...*

Une entreprise où les orientations de recherche, les financements, seraient utiles à chacun et à tous, décidés en lien avec les intérêts de la population en France et dans le monde, où les jeunes pourraient prendre place et assurer le renouvellement générationnel des ressources qualifiées, une entreprise sous maîtrise citoyenne, n'est-ce pas un projet d'avenir ? Cela vaut pour les entreprises comme pour les services publics.



PROPRIÉTÉ PUBLIQUE, SOCIALISÉE ET DÉMOCRATIQUE.

La Fabrique du Sud

Pilpa était une usine de crèmes glacées de Carcassonne rachetée en septembre 2011 par le groupe R&R. Juillet 2012, le groupe a annoncé la fermeture du site, le licenciement de tous les salarié-e-s et le rapatriement de l'ensemble de la production sur son usine de Plouédern en Bretagne.

Une lutte s'est engagée pour le maintien de la production et la formation d'une SCOP. Un protocole d'accord a été signé en juillet 2013 autorisant celles et ceux qui le souhaitent à former une SCOP que R&R financera au titre de l'amorçage. C'est **la Fabrique du Sud** qui a redémarré en avril 2014 et vient de réaliser une première belle saison.

En reprenant la production, les salarié-e-s ne se sont pas contentés de reproduire ce qu'ils/elles faisaient antérieurement. Plutôt que de vendre des glaces aux couleurs criardes aux quatre coins de l'Europe, elles/ils ont choisi de produire des glaces de qualité, à partir d'ingrédients naturels, si possible de proximité (châtaignes des Cévennes, fruits des Pyrénées Orien-

tales) et destinées à un marché lui aussi local. En clair, une production écologique peu émettrice de CO2 relançant les filières agricoles.

Ils préparent activement l'année 2015 et ont besoin de réaliser de futurs investissements.

Une association «**Les Amis de la Fabrique du Sud**» a pour objectif de réunir le maximum d'adhésions à 5 euros seulement pour aider cette initiative. Soutenons-la et adhérons massivement à l'association.



Association « Les Amis De La Fabrique du Sud »

Mail : lesamis@lafabriquedusud.fr

Si ces reprises en SCOP concernent souvent de petites et moyennes entreprises, rappelons qu'ACOME, première entreprise européenne pour la fibre optique, est une SCOP...

La bataille pour l'appropriation collective s'organise aussi dans des grands groupes. Ainsi des salarié-e-s de Sanofi mettent en avant une nationalisation de leur entreprise qui pose la question de leurs pouvoirs sur l'entreprise et ne saurait se confondre avec l'étatisation telle que nous la connaissons jusqu'à présent.

Sanofi

Multinationale de l'industrie pharmaceutique, Sanofi a une santé florissante et est classée parmi les premiers groupes du CAC40. Pour permettre cela : fermeture de sites, suppression d'emplois, concentration des fabrications sur les marchés les plus juteux au détriment des maladies très répandues parmi des populations pas assez « solvables », recherche externalisée et souvent financée par des deniers publics. « On ne peut servir deux maîtres à la fois : les actionnaires et la santé de tous », expliquent-ils.

L'originalité du combat syndical des Sanofi est de ne pas se contenter de revendications immédiates mais de relier les revendications – refus de fermeture de sites, des licenciements – à un projet de reconfiguration de l'entreprise. Ils préconisent ainsi de s'approprier le groupe, pour que la production soit réorientée en

fonction des besoins en médicaments à la suite d'un débat entre salariés et tous les usagers concernés (patients, corps médical...) dans une logique de bien commun.



Cette approche a permis de mobiliser largement les salariés de Sanofi. D'ores et déjà cette lutte marque des points : la cour administrative d'appel de Versailles a rendu le 30 septembre 2014 un jugement annulant un projet de licenciement collectif pour raison économique (!) du 4 mars 2014.

DEUX SITES POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE CES REPRISES :

Association Autogestion : www.autogestion.asso.fr

Bastamag : www.bastamag.net



TOUS LES JOURS LES DISCOURS SUR LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT, ET PUIS QUOI ?

Pour le gouvernement Hollande, la conférence internationale sur le climat en 2015 ne doit pas se prononcer sur les responsabilités réelles ! Pourtant il faut CHANGER LE SYSTÈME PAS LE CLIMAT. Sinon, on fera des discours qui ne changent rien. Pour empêcher les multinationales de nuire, il faut supprimer leurs pouvoirs, leur propriété. Il faut exproprier les pollueurs, s'emparer des pouvoirs de décision et engager des recherches permettant de ne pas continuer à gaspiller la planète. Et mettre progressivement en place une force humaine qui est latente : des formes démocratiques, des « Forums sociaux régionaux », avec l'écoute et les discussions avec toutes et tous les porteurs d'expériences alternatives : paysans, techniciens, chercheurs, ouvriers, artistes... Par exemple, si l'industrie pétrolière était entre les mains du peuple, la question de l'écotaxe ne se poserait pas.

Face à l'urgence climatique, les citoyen-ne-s commencent à s'organiser. C'est le mouvement des villes en transition en Angleterre qui fait déjà des émules ailleurs dans le monde. Plutôt que de rester isolé face à ce péril, ou de s'en remettre aux gouvernements qui font montre de passivité, ce mouvement suscite l'auto-organisation pour prendre des initiatives collectives telles que : isolation des bâtiments, développement d'énergies renouvelables, circuits courts... À Bayonne, depuis quelques années déjà, un village des Alternatives se tient à intervalles réguliers. Cet événement se décline désormais à l'échelle européenne. L'idée est de mettre en pleine lumière et de coordonner toutes les expériences qui existent déjà. Il est significatif de constater que ce sont presque toujours des formes coopératives ou associatives qui sont utilisées dans ces alternatives et non des structures capitalistiques.

Pour en savoir plus :

www.alternatiba.eu

www.transitionfrance.fr

Reprises des entreprises en SCOP, initiatives de transition écologique sous forme associative ou coopérative, ces formes multiples et variées ne sont plus des sociétés dont le but est de faire toujours plus d'argent avec de l'argent, ni des sociétés gérées par l'État. Il s'agit de substituer à l'entreprise capitaliste des structures économiques dont l'objet est de répondre aux besoins socialement utiles tels qu'ils peuvent être définis par la population, des projets décidés démocratiquement.

Nous devons libérer la société, les artisans, les agriculteurs et les petites entreprises des structures parasites que sont les gros détenteurs de capitaux. La gauche de transformation sociale doit mettre en avant le programme d'une appropriation sociale démocratique et autogérée.

L'enjeu est de transformer en profondeur la conception des services publics, pour que salarié-e-s et usager-e-s soient parties prenantes des décisions, du fonctionnement et de leur évolution.

Une stratégie de pillage des fonds publics

Depuis deux ans, une surenchère du MEDEF dicte l'agenda social des gouvernements de François Hollande.

« Si vous n'êtes pas compétitifs, nous irons investir ailleurs » ; un véritable chantage auquel le gouvernement adhère sans état d'âme.

En même temps, des firmes comme Bouygues ou Total utilisent les travaux de la recherche publique, ou s'engagent dans des « travaux inutiles » payés par les collectivités publiques. Elles utilisent la précarité de façon à ce que les Assedic ou l'État et les collectivités financent une partie de leur masse salariale. Quant aux caisses de la Sécu, elles sont directement pillées par des entreprises comme Sanofi qui réalisent des bénéfices dépassant parfois 80% sur les médicaments vendus. La Cour des Comptes vient de révéler que les grosses entreprises doivent près de 25 milliards d'euros à la Sécu, soit plus que son fameux « trou »...

Sur le plan de l'écologie, tout changement de mode de production est rejeté au nom de la « rentabilité » et de la course à la croissance. Celle-ci est présentée comme la seule solution pour combattre le chômage alors qu'une simple Réduction du Temps de Travail à quelques 30 heures par semaine pourrait le supprimer totalement. Quand on sait que la productivité du travail a plus que doublé en 50 ans, que les fortunes et profits ne cessent de gonfler, il est temps de prendre ces profits, d'arrêter les gaspillages et les nuisances et de ne plus subir la loi des sociétés de capitaux. Nous pouvons nous réapproprié l'ensemble du secteur bancaire pour le mettre au service de l'écologie, de l'emploi, des services publics, du logement et de l'égalité.

CHANGER LES STRUCTURES, CHANGER LA SOCIÉTÉ, OUVRIR L'ÉMANCIPATION INDIVIDUELLE.

Chacun-e a droit à une activité utile et aux revenus correspondants. Ce droit fait partie de notre définition de la démocratie (dans la continuité du Programme du Conseil National de la Résistance et des exigences de la Révolution de février 1848 !),

Pour nous, il ne s'agit pas d'étatisation mais d'accès aux pouvoirs et aux responsabilités pour tou-te-s les citoyen-ne-s.

C'est un combat pour l'émancipation, revendicatif, politique et culturel. Il trouve une pleine actualité dans des revendications syndicales que nous partageons.

Ce principe du droit au travail ou à des revenus correspond à la sécurité sociale professionnelle, et, pour les jeunes, au droit à des revenus garantissant leur autonomie dès la fin de la scolarité obligatoire. Droit politique, il crée des garanties pour tous les individus et donne un sens réel au droit à la formation.

Ces normes nouvelles concernent tous les salarié-e-s, comme le plus grand nombre des artisans et des agriculteurs.

AFFIRMER LA PERSPECTIVE DE LA RUPTURE.

Une révolution citoyenne, sociale et démocratique passe par l'instauration de nouvelles institutions par le biais d'assemblées populaires puis d'une Assemblée Constituante et de la fondation d'une République démocratique et sociale (la VI^e...), une République autogérée, ainsi que par la formation d'élus au service de ce que décident les citoyen-ne-s.

